

Pauvreté et aide internationale : Une critique du libéralisme de Peter Bauer

Guillaume Rochefort-Maranda, *Université du Québec à Montréal*

L'adéquation entre le bonheur et le bien moral n'a jamais semblé aller de soi sans faire appel à l'existence d'une justice *post-mortem*. Du moment où l'on considère que notre destinée est essentiellement une question sociale, ce problème d'adéquation est particulièrement aigu lorsqu'il s'agit de la liberté et du plaisir que procure l'argent. De fait, les mieux nantis ne sont pas nécessairement des saints et il est inconsidéré d'affirmer que les indigents ont mérité leur sort. S'il est vrai que les sociétés libérales tentent d'assurer un minimum de sécurité pour les moins fortunés, la dichotomie n'en reste pas moins très prononcée au niveau international. La question qui ressort de ce constat est la suivante : Avons-nous un devoir moral envers les pauvres qui constituent les deux tiers de notre planète ? En regard de ce problème, les différentes conclusions, auxquelles aboutit la littérature concernée, ne convergent pas. Dans le cadre de cet article, nous nous donnerons comme objectif de présenter quelques arguments qui sont susceptibles de représenter ceux qui ne sont pas en faveur d'une redistribution internationale des richesses et ceux qui le sont. Ce faisant, nous débiterons par un résumé de la position de Peter Bauer¹ telle qu'il la présente dans son ouvrage *Equality, the Third World and Economic Delusion*². Deuxièmement, nous validerons la critique qui est adressée directement à Bauer par Amartya Sen³ dans un article qui a paru dans *The New York Review*. Finalement, bien que nous soyons d'accord avec les positions de Sen, ce dernier néglige toutefois un aspect important de la pensée de Bauer. Nous nous proposons donc de compléter son intervention critique à l'aide d'arguments que nous emprunterons à Thomas W. Pogge⁴.

I. Bauer

La société libérale et l'égalitarisme

Selon Bauer, le confort matériel est essentiellement une question de talent. Certains individus, familles ou communautés auraient des prédispositions plus prononcées que d'autres à être fortunés : « People differ in economic aptitudes as they do in artistic, intellectual, musical and athletic abilities. In particular they differ in their ability to perceive and utilize economic opportunities. Readiness to take advantage of economic opportunities is of great significance in explaining economic differences in open societies⁵. » Tout comme il existe des génies de la musique, il existerait des virtuoses du commerce. Cette position implique qu'il y aura toujours des différences de classe dans une société qui n'institutionnalise pas toute la dimension économique, c'est-à-dire une société qui n'intervient pas dans les projets de vie individuels. C'est pourquoi Bauer nous dit qu'un égalitarisme implique l'idée d'un pouvoir étatique trop compromettant pour la liberté individuelle. De plus, l'égalitarisme tue l'esprit compétitif qui nourrit de façon significative la qualité des performances dans tous les domaines, dont l'économie. « The absence of coercive power in most forms of successful economic activity is recognized⁶. »

En d'autres termes, la dichotomie bonheur/bien moral serait implicite à une conception sociale libérale qui se limite à mettre en place des institutions qui assurent à tous une liberté négative, donc l'atteinte de différentes conceptions compréhensives du bien. La richesse en étant une parmi tant d'autres.

En fait, Bauer veut détruire cette conception du sens commun qui fait de l'homme riche quelqu'un de libre et méchant, alors que l'homme pauvre serait bon, mais exploité. La richesse et la pauvreté sont avant tout une question de liberté individuelle ou collective pour lui. Tout comme nous ne sommes pas tous des génies en mathématique, nous ne sommes pas tous riches. Certains auront choisi de mettre l'accent sur le gain matériel, d'autres non, et si quelques individus associent la bonne vie avec la vie riche, d'autres choisiront des voies qui peuvent être incompatibles avec la fortune monétaire.

Bauer laisse sous-entendre que l'on peut être heureux sans être nanti.

Il s'ensuit qu'il exclut de sa position l'idée que la richesse de l'un implique l'exploitation de quelqu'un d'autre. Si une telle dynamique d'exploitation est nécessaire, il est impossible de parler de liberté en matière de différence de classe. Selon Bauer, donc, l'individu est libre d'exercer son talent en matière économique et il crée la richesse. Il ne l'enlève pas des mains de quelqu'un d'autre : « Incomes, including those of the relatively prosperous or the owners of property, are not taken from other people. Normally they are produced by their recipients and the resources they own ; they are not misappropriated from others ; they do not deprive people of what they have or might have had⁷. »

Bauer élimine donc le mythe de la pensée égalitariste. Prôner l'égalité devant la loi, l'égalité des chances et l'égalité des avantages résultants de ces chances est absurde : « The idea of equality over the past two centuries has progressed, or declined, from equality before the law, through equality of opportunity, to equality of result (or even equality of one quantifiable aspect of the result)⁸. » Si on donne le droit à tout le monde de participer à un tournoi d'échec, en s'assurant que tous respecteront les règles du jeu, il ne s'ensuit pas que tous vont donner la même performance. Bref, si on accepte l'inégalité des talents sportifs, par exemple, on doit accepter l'inégalité économique, sans quoi on contrevient à la liberté, donc à la société libérale. On ne peut empêcher les gens d'être meilleurs et plus motivés que d'autres au hockey et on ne peut empêcher les gens d'être plus riches que d'autres. « Individuals and groups differ in economic aptitudes and motivations⁹. »

La redistribution des richesses au niveau social

Bauer fait de la richesse une conception du bien parmi tant d'autres. Elle n'est pas une condition de possibilité à l'atteinte des conceptions individuelles compréhensives du bien, donc elle ne doit pas relever du politique. Cependant, on s'accordera tous pour dire qu'il nous faut un minimum de richesse pour mener à bien nos choix de vie. Il est vrai que l'égalitarisme n'est pas une bonne solution

pour éliminer la pauvreté et que les différences de classe sont intrinsèques à la société libérale, mais il y a une marge entre l'individu qui vit dans la pauvreté et la nécessité qu'elle occasionne et l'individu qui mène une vie modeste, mais intense dans une autre dimension telle que l'art ou la science. Personne ne peut raisonnablement choisir d'être dans la misère totale. Il faut l'éliminer tout comme on doit assurer une égalité des chances dans une société libérale. « Weak members of a society need to be helped. But large-scale penalization of productive groups for the benefit of the materially and culturally less productive, and for the benefit of those who administer wealth transfer, impairs the prospects of a society¹⁰. » Bauer démontre bien pourquoi on ne doit pas éliminer la richesse, mais il n'en dit pas beaucoup sur l'élimination de la pauvreté.

Bauer fait plutôt une critique en quatre temps des techniques de redistribution des richesses. Premièrement, selon lui, elles pénalisent sans raison les riches, puisqu'ils ne volent pas leurs richesses des autres. Deuxièmement, elles ne profitent pas nécessairement aux pauvres, car on n'arrive pas bien à définir légalement cette classe de la société. La pauvreté et la richesse sont plus qu'une question de revenu par habitant. « A childless couple is likely to have a higher per capita than a family with children. But it does not follow that the former is better off¹¹. » Il y a donc une inadéquation entre une politique générale purement financière d'aide aux pauvres et la situation toute particulière de chaque individu. Troisièmement, elles opèrent un déplacement de l'activité du secteur économique vers la sphère politique ou administrative, ce qui ne favorise pas l'essor économique. Quatrièmement, elles négligent les causes de la pauvreté : « Redistribution of income and reduction of poverty are often thought to be interchangeable concepts. [...] This is not so. [...] To make the rich poorer does not make the poor richer¹². » Si on veut améliorer la situation des pauvres, il ne faut pas mélanger l'aide procurant une structure qui permet de laisser libre cours aux choix de vie et celle qui profite aux vices des individus déjà libres. « It is indispensable for sensible assessment and policy to know why people are poor and how income differences have arisen. For instance, those who are poor through crippling disease, or unavoidable

or uninsurable accident, or erosion of savings through inflation, need to be treated differently from those people whose poverty has resulted from persistent overspending of large incomes¹³. »

Les sociétés pauvres

Sur la scène internationale, les considérations de Bauer ne sont et ne peuvent être symétriques. La différence majeure réside dans le fait que nous ne sommes pas confrontés uniquement à des sociétés libérales mais aussi à des États qui exercent un contrôle politique très contraignant sur les individus. Le pouvoir politique, lequel sépare les dominants des dominés, trace aussi la limite entre les pauvres et les riches. Dans cette perspective, il n'est plus question de liberté sociale. La richesse n'est plus une question de talent que l'on choisit de mettre en valeur, mais une question de privilège politique.

L'Ouest ne serait pas responsable de la pauvreté qui sévit dans ces pays. Tout comme on ne fait pas sa richesse sur le dos des autres dans une société libérale, on ne gagne pas notre richesse au dépend du Tiers-monde. Cette notion d'exploitation est, selon Bauer, une aberration véhiculée par l'idéologie marxiste et les pays communistes : « The notion itself originated in the West. For instance, Marxism is a Western ideology, as is the belief that economic differences are anomalous and unjust, and that they reflect exploitation¹⁴. »

En fait, il n'y aurait pas d'exploitation entre les sociétés, au contraire, grâce aux sociétés libérales, les pays pauvres ont développé des infrastructures efficaces. Bauer donne l'Inde en exemple. En regard de la domination que les Britanniques ont exercée là, plusieurs ont dit qu'ils y avaient exploité les ressources de thé. En réalité, nous dit Bauer, les Britanniques ont mis en place cette ressource. L'Inde a donc bénéficié économiquement du contact avec les Britanniques. Afin de bien illustrer son point, l'auteur nous dit qu'il existe des sociétés très riches, telles que la Suisse et les pays scandinaves, qui n'ont jamais eu d'activité coloniale et que les pays les plus pauvres sont ceux qui refusent tout contact commercial avec l'extérieur.

La majorité des arguments qui présentent l'Ouest comme regroupant des communautés de consommateurs insatiables et d'exploiteurs sans scrupules négligent complètement la dimension productrice en question.

Bauer affirme tout de même que l'Ouest a contribué à l'accroissement de la pauvreté sur la scène internationale, mais de deux manières très différentes de celles véhiculées par le discours ecclésiastique, artistique ou universitaire. Premièrement, la colonisation de certains pays a favorisé la politisation de la vie sociale et, deuxièmement, l'Ouest a déclenché un processus de démoralisation des communautés, menant notamment à un accroissement dangereux de la population. Malgré tout, ces faits ne semblent pas pouvoir justifier l'ampleur de la misère du Tiers-monde, ni la culpabilité qu'on tente d'assigner aux pays industrialisés.

La redistribution des richesses au niveau international

En ce qui a trait à l'aide des sociétés de l'Ouest, elle relève plus, selon Bauer, de l'autoflagellation et on se soucie peu de savoir si notre aide est symbolique ou réellement efficace. Notamment, lorsque l'on parle du revenu dérisoire des producteurs de café en regard de la valeur réelle de la marchandise, on ne dit jamais un mot sur les taxes internes qui sont imposées par les pays où ces producteurs œuvrent. « The insistence on the allegedly low prices paid by the West to the producers and the lack of any reference to the penal taxation of the producers locally are examples that this guilt literature is concerned more with the flagellation to the West than with improving the conditions of the local population¹⁵. »

De fait, notre aide est inadaptée à la réalité politique de nombreux pays pauvres. « When the inequality in political power between rulers and subjects is pronounced, conventional measurements of incomes and living standards cannot even remotely convey the substance of the situation. Such measurements greatly understate the realities of inequality in a society where the rulers can command the available resources practically at will¹⁶. » Sur le plan international, l'idée de la responsabilité de l'Occident véhicule celle de la non-responsabilité des politiques internes des pays dont la majeure partie des citoyens vivent dans la pauvreté.

Plusieurs faits illustrent la responsabilité des politiques locales. « The many obvious examples include the persecution of productive groups in Asia and Africa ; the subordination of economic advance to egalitarian objectives as in Britain ; the refusal to take animal life as in South Asia ; or to let women work outside the home as in many Muslim countries¹⁷. » Il semble évident que si les politiques internes d'un pays dictatorial ne changent pas, l'aide humanitaire venant de l'extérieur ne portera pas fruit à long terme. Un paternalisme vis-à-vis des sociétés pauvres serait de mise, mais inacceptable d'un point de vue moral.

On ne peut tout simplement pas négliger l'arrière-plan historique des différentes sociétés et faire comme si le monde n'existait pas avant l'essor économique des pays occidentaux. « Income and living standards in the West are outcome of many centuries of cultural and economic progress ; they have not come about in one or two generations. It is therefore not surprising, abnormal or reprehensible that many Third World countries (notably Africa) which do not have centuries of progress behind them should have much lower incomes than the twentieth-century West¹⁸. »

II. Sen

Confronté à cette position plutôt conservatrice qui réduit à presque rien la responsabilité morale face à la pauvreté en disant essentiellement que la richesse n'est pas le fruit de l'exploitation et que la redistribution est mésadaptée à la réalité, Amartya Sen se propose, dans un article paru dans *The New York Review* en 1982, de démontrer qu'elle est fallacieuse. Pour ce faire, il débute en soulevant deux types d'arguments utilisés par Bauer.

Les premiers sont dits « directs » et les autres « indirects ». Un argument indirect consiste à exposer les raisons pour lesquelles on pourrait soutenir une position fautive. Par exemple, Bauer fait une critique indirecte de ceux qui prônent une redistribution internationale des richesses lorsqu'il prête aux dictateurs de certains pays l'intention de vouloir soutirer des fonds par l'entremise d'une dénonciation de l'exploitation. De l'autre côté, un argument direct est la réfutation d'une position.

Quatre types d'arguments directs

Sen se concentre uniquement sur les arguments directs de Bauer, car ils sont logiquement beaucoup plus intéressants. On peut critiquer une science en s'attaquant à l'utilisation qu'on en fait, mais ce faisant on n'atteindra pas sa valeur de vérité. De plus, un procès d'intention devient rapidement inutile. Si Bauer veut critiquer l'égalitarisme sur le terrain de la lutte de pouvoir, il est très facile de lui retourner ses propres attaques en l'associant avec le courant conservateur : « If Bauer sees himself as David facing Goliath, then David has come to the battleground on the shoulders of a second Goliath-one that rules much of the world¹⁹. » C'est donc en regard de la validité de l'égalitarisme que Bauer et Sen se confrontent.

Sen fait ressortir quatre sortes d'arguments directs utilisés par Bauer. « First he argues that most economic differences are deserved. [...] Second he implies that there is a procedural justification for income differences. [...] Third there is an instrumental justification of income differences, based on their consequences. [...] Fourth, he argues that there is an underlying contradiction in egalitarianism in open societies²⁰. »

Les troisième et quatrième arguments sont réfutés par Sen à l'aide d'exemples empiriques. Il nous dit qu'il existe des sociétés qui pratiquent des politiques égalitaristes et qui ne souffrent pas des conséquences fâcheuses dénoncées par Bauer. Le troisième argument, qui soutient le fait que la redistribution des richesses ralentit l'essor économique en défavorisant les personnes riches, talentueuses et motivées au profit des éléments moins productifs de la société, va à l'encontre de la réalité de nombreux pays tels que la Corée du Sud, Hong Kong, Taiwan et Singapour. Ces derniers ont vécu une prospérité économique appréciable tout en ayant donné plus de force à leurs politiques de redistribution. Le quatrième argument, qui dénonce l'oppression politique créée par l'égalitarisme, n'est guère plus concluant. La relation proportionnelle entre une politique égalitariste et un pouvoir politique dangereusement coercitif est aisément falsifiée. Certains pays à tendance égalitariste, comme la Suède, n'interviennent pas plus dans la vie privée de leurs citoyens que bien d'autres pays libéraux. En revanche, il existe de

nombreux pays, notamment en Amérique latine, qui sont très oppresseurs, sans pratiquer de politiques qui visent l'égalité économique.

Quant aux deux premiers arguments, ils s'attaquent directement aux buts de l'égalitarisme en soulignant l'importance du droit moral à la possession. Pour Bauer, celui qui produit une richesse mérite cette dernière puisqu'il est talentueux et motivé et aussi parce que le processus de production résulte d'un accord entre des agents libres et non d'une exploitation. Néanmoins, il est aisé de réduire significativement l'importance du droit à la possession, tout spécialement si on l'associe à la productivité. Sen critique donc les deux premiers arguments en dissociant tout d'abord l'idée de bien moral avec celle de production et, en second lieu, en démontrant que la notion de production est trop floue pour pouvoir justifier quoi que ce soit. On n'arrive tout simplement pas à identifier le producteur de la richesse. Il nous est donc impossible de dire qui a un droit moral sur la richesse en regard de la production.

Si l'on considère une personne malade A qui produit un médicament, on peut lui accorder un droit moral de possession par rapport à une personne malade B qui ne l'a pas produit. Mais il suffit de dire que A n'est pas malade pour atténuer l'importance du droit à la possession.

De plus, Sen nous fait remarquer judicieusement à quel point la définition du terme « production » est évasive et mal utilisée par Bauer. Premièrement, le processus de production est un processus d'interdépendance entre les différents producteurs. Même la production marginale, c'est-à-dire le surplus de production, est le résultat d'opérations complexes qui ne nous permettent pas d'en préciser le facteur déterminant. Bauer semble se situer dans une perspective atomiste qui minimise l'interdépendance entre les individus. La production économique n'a pas le même statut que celui de la production artistique ou de la performance sportive. Deuxièmement, la richesse ne dépend pas uniquement de la production. Le prix d'un bien ou d'un service est relatif. Il n'est pas fixe ou universel. Un barbier américain va sûrement gagner plus d'argent qu'un barbier indien et ce, même si les deux individus sont également motivés et

talentueux. Troisièmement, il faut savoir distinguer l'efficacité de la production en regard de la production elle-même ou de la quantité de ressources nécessaires à la production. Quatrièmement, Bauer ne fait pas la distinction entre celui qui possède davantage en raison de sa production ou à cause du hasard. Bref, « The notion of being "more productive" is more complex than Bauer makes it sound²¹. »

III. Pogge et les techniques de redistribution

Contre le statu quo

Suite à cette critique dévastatrice, il n'en demeure pas moins que les critiques de Bauer concernant les méthodes de redistribution ne sont pas vraiment touchées. Les causes de la pauvreté, l'arrière-plan historique, la souveraineté des peuples et les difficultés de rejoindre les véritables pauvres sont des obstacles d'envergure que Bauer fait justement saillir. Cependant, une telle critique n'atteint nullement l'importance morale d'une aide internationale, ni l'impossibilité d'une technique fiable. Au contraire, Thomas Pogge souligne l'importance d'aider les moins fortunés, car il est peu probable qu'ils s'en sortent par eux-mêmes. « The global poor do not in fact have states and compatriots willing and able to secure their basic needs²² ». Il serait ridicule de ne rien tenter en s'appuyant sur le fait que nos techniques ne sont pas parfaites. Comme le souligne bien Pogge, on ne peut affirmer : « Since no one would benefit from a futile attempt to maintain impracticable institutions, we should all just rest content with the global inequalities of the status quo²³. »

Tout comme Sen, Pogge nie l'importance du troisième et du quatrième argument de Bauer. Selon lui, la richesse susceptible d'éliminer la nécessité terrible des pauvres représente un infime pourcentage de ce que les gens les plus riches de cette planète possèdent. Les en priver ne brimerait pas leur liberté et cela serait loin de mettre en péril l'activité économique globale : « The aggregate income of the poorest quartile is less than 0,7 percent of the global social product, less than \$210 billion out of nearly \$30 trillion (WDR, 231). A shift in global income distribution that would double (or triple) their incomes entirely at our expense would still be quite minor. It would reduce the top tenth of incomes by a mere 1 or 2 per-

cent – hardly a serious threat to our culture and lifestyle²⁴. » Bien que cet argument soit un peu caricatural, il n'en demeure pas moins qu'il frappe durement le contraste rapidement fait entre l'égalitarisme et la liberté.

Il critique aussi les deux premiers arguments de Bauer, non pas en mettant l'accent sur l'interdépendance des agents producteurs, mais en exposant l'illusion d'une ressource illimitée : « Peoples must share the same planet with its limited resources²⁵. » En outre, si les ressources planétaires sont limitées, le droit moral à la possession, dû aux talents et à la liberté, est gravement atteint. Le danger de gagner une richesse aux dépens des autres n'est pas une idée aussi anodine qu'elle puisse paraître chez Bauer. Par ailleurs, le thème de l'exploitation et de la corruption politique ne semble pas relever uniquement de l'idéologie. Pogge dit à cet effet : « Oppression and corruption in the poorer countries, which Rawls rightly deplores, is by no means entirely homegrown²⁶. »

GRT (Global Resources Tax)

Pogge, quant à lui, préconise l'application d'une taxe globale sur l'utilisation des ressources, afin d'en faire profiter les pays les plus démunis. Le terme « ressource » est compris ici dans un sens large qui inclut même l'environnement. Cette taxe n'aurait pas pour effet de condamner les pays producteurs, car ces derniers ajusteraient leurs prix en conséquence. De plus, le fait que la GRT s'applique à la pollution, par exemple, donne moins d'importance à la critique de Bauer qui soutient que la redistribution accable les riches arbitrairement et exclusivement.

Pogge veut changer, à l'aide de la GRT, l'adage de Locke concernant la possession. Il ne s'agit plus de consommer pourvu que nous en laissions assez et d'aussi bonne qualité pour les autres. On dit maintenant qu'on peut consommer, si on laisse une part de bénéfice économique.

Il est bien entendu que Pogge ne considère pas sa solution comme étant parfaite. Il se peut que l'économie ralentisse à cause de telles mesures et il faut toujours faire attention de ne pas faire payer les pauvres au bout du compte. Mais ce qui intéresse cet auteur, c'est

de ne pas tomber dans le laisser-aller. Même si les régimes dictatoriaux posent un problème de taille à la redistribution des richesses, il est toujours possible d'aller agir sur le terrain grâce à des organismes comme l'UNICEF.

La souveraineté des peuples

Néanmoins, ce qui fait tout l'intérêt de l'intervention de Pogge, c'est qu'elle veut détruire la conception libérale, que nous avons ici attribuée à Bauer, qui soutient qu'une aide internationale implique un paternalisme et un antilibéralisme. En fait, les premiers qui accepteraient un principe de redistribution seraient ces sociétés non libérales dont Rawls voudrait sauver la dignité en évacuant tout principe de différence au niveau cosmopolite.

Selon Pogge, la GRT ne nécessiterait pas de gouvernement mondial, car les redistributions se feraient entre les pays, par l'intermédiaire d'organismes déjà installés, tels que l'ONU. De même, les sanctions ne seraient pas prises en charge par un pouvoir central. « They could go as follow : Once the agency facilitating the flow of GRT payments reports that a country has not met its obligations under the scheme, all other countries are required to impose duties on imports from, and perhaps also similar levies on exports to, this country to raise funds equivalent to its GRT obligations plus the cost of these enforcement measures²⁷. »

Bref, un principe de différence, tel que la GRT, devrait, selon Pogge, apparaître dans une conception rawlsienne de la justice des peuples. Même en acceptant sa méthode des deux voiles d'ignorance et sa définition plutôt caricaturale²⁸ du terme « peuple », il n'y aurait pas de raison valable pour ignorer un tel principe.

Conclusion

En tout et pour tout, nous avons présenté avec Bauer une position qui illustre de manière typique une justification de la non-responsabilité morale vis-à-vis la misère internationale. Principalement, il soutient que la richesse est produite et méritée, non pas extorquée. Il soutient aussi que les techniques de redistribu-

tion sont inadaptées, sans pour autant mettre de nouvelles idées de l'avant.

Par l'intermédiaire de Amartya Sen, nous avons souligné à quel point les arguments de Bauer pouvaient être démentis empiriquement, mais surtout, il nous a été possible d'invalider sa conception de la production et du droit moral qu'il accordait aux producteurs de la richesse. La production n'est pas un processus linéaire qui se réalise par une seule personne. Comme le fait remarquer Pogge, nous ne vivons pas sur une planète où les ressources importantes sont infinies, ni même justement réparties à l'intérieur des frontières politiques. Nous avons donc tous un devoir moral envers les moins fortunés de cette planète. On ne mérite pas plus notre richesse qu'eux méritent leurs malheurs.

Il est vrai que la redistribution pose des problèmes techniques. Cependant, ils ne sont pas insurmontables et il ne faut surtout pas se contenter du *statu quo*. Thomas W. Pogge est très catégorique sur ce point et on ne voit pas en quoi la GRT serait incompatible avec le libéralisme. Il est absurde de refuser de donner notre aide en disant à ceux qui la veulent : « En fait, vous ne la voulez pas vraiment. »

1. Peter Bauer est économiste de profession et a récemment gagné le *Milton Friedman Prize For Advancing Liberty*.

2. Peter Bauer, *Equality, the Third World and Economic Delusion*, Cambridge, Harvard University Press, 1981, p. 295.

3. Amartya Sen est économiste et enseigne à l'Université Cambridge. Il a gagné le prix Nobel d'économie en 1998.

4. Thomas Pogge enseigne la philosophie à l'Université Columbia.

5. Peter Bauer, *op. cit.*, p. 10.

6. *Ibid.*, p. 9.

7. *Ibid.*, p. 12.

8. *Ibid.*, p. 11.

9. *Ibid.*, p. 16.

10. *Ibid.*, p. 21.

11. *Ibid.*, p. 21.

Commentaires

12. *Ibid.*, p. 23.
13. *Ibid.*, p. 22.
14. *Ibid.*, p. 69.
15. *Ibid.*
16. *Ibid.*, p. 19.
17. *Ibid.*, p. 22.
18. *Ibid.*, pp. 22-23.
19. Amartya Sen, « Just Deserts », dans *The New York Review*, March 1982, p. 3.
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*, p. 5.
22. Thomas W. Pogge, « The Moral Demands of Global Justice », dans *Dissent* (fall 2000), p. 38.
23. *Id.*, « An Egalitarian Law of People », dans *Philosophy and Public Affairs*, vol. 23, n. 3 (1994), p. 220.
24. *Id.*, « The Moral Demands of Global Justice », dans *Dissent* (fall 2000) p. 38.
25. *Id.*, « An Egalitarian Law of People », *op. cit.*, p. 221.
26. *Ibid.*, p. 214.
27. *Ibid.*, p. 219.
28. Rawls identifie les peuples avec les frontières politiques.